

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 17 DECEMBRE 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**

Le **MERCREDI 17 décembre à 20 heures 30**

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 10 décembre 2014

PRESENTS : (15) Mmes Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, Valérie CHAMBOUNAUD MM. Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Éric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

ABSENTS EXCUSES : (3) M. Thomas BERLINGER a donné pouvoir à Mme BELLUE, M. François BERNY a donné pouvoir à Mme VIRUMBRALES, M. Bernard GRIMEE a donné Mme Michèle BILLIER.

ABSENTS: (1) Mme Odette ANCELOT.

Secrétaire de Séance : Mme Géraldine VIRUMBRALES

M. MOULIN a pris part aux votes à compter de la délibération 20141217-02,

Madame CHAMBOUNAUD a pris part aux votes à compter de la délibération 20141217-06.

ORDRE DU JOUR :

➤ **FINANCES/PERSONNEL**

- Création d'un poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe à temps non complet de 5h25/35èmes
- Délibération fixant la rémunération des agents recenseurs
- Demande de subvention exceptionnelle à l'Ecole de Musique
- Demande de subvention de la MFR de Saint-Martin-Lacaussade
- Demande de subvention de la MFR de l'Entre deux Mers
- Subvention exceptionnelle à l'Association Culture Vox
- Inscription de travaux en régie
- Délibération modificative n° 6 du budget principal
- Dissolution du SIBV Livenne : adoption des conditions de liquidation du syndicat
- Contrat de téléphonie

➤ **CENTRE DE SOINS**

- Choix du nom du bâtiment

➤ **URBANISME**

- Bilan du document urbanisme

➤ **ASSAINISSEMENT**

- Lancement de la consultation pour l'étude de sol de la station d'épuration

➤ **AUTRES POINTS**

- Convention de mise à disposition de la salle VOX avec les associations « Culture Vox », « Théâtre Epicé » et « Ensemble Vocal Christolien »
- Création d'une commission extra-municipale.

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Numéro	Objet
D 2014-105	Arrêté portant désignation d'un fonctionnaire en qualité de coordonnateur d'enquête
D 2014-106	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D 2014-107	Arrêté réglementant la circulation sur la VC n° 207 pendant les travaux d'élagage sur la parcelle ZM n° 64 appartenant à M.et Mme DUHARD
D 2014-108	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « L'Etang » sur la rue du 19 mars
D 2014-109	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Les Places » sur la D137
D 2014-110	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Chauvin » sur la VC 102
D 2014-111	Arrêté du Maire pour dépenses imprévues
D 2014-112	Devis signé avec le Syndicat des Eaux pour l'extension du réseau d'eau potable au lieudit « Rabut » pour 10 523 € HT
D 2014-113	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un remplacement d'un agent
D 2014-114	Contrat de vérification périodique des bâtiments signé avec le Bureau VERITAS pour trois ans à compter du 1 ^{er} janvier 2015
D 2014-115	Dénonciation du contrat de prestation avec AIR ACTION pour le dégraissage de la hotte du restaurant scolaire
D 2014-116	Contrat de dégraissage des systèmes d'extraction de cuisine du restaurant scolaire et du Vox signé avec PROTECH'NET
D 2014-117	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D 2014-118	Arrêté portant imputation au service d'un accident de service sans arrêt de travail

*Le compte-rendu de la réunion du 17 décembre 2014 est adopté à l'unanimité des présents et représentés.
Le compte-rendu de la réunion extraordinaire du 22 janvier : Mme BAUDE demande que soit rajouté le pouvoir de Monsieur MACEIRA à Monsieur COUSTAL.*

2014121701

OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE DE 2EME CLASSE A TEMPS NON COMPLET

Madame PICQ rappelle que le poste est créé en vue de remplacer le garde champêtre qui a émis le souhait de ne plus assumer les marchés dominicaux pour lesquels il était rémunéré en heures supplémentaires. Elle explique également que cette activité n'incombe pas obligatoirement au garde champêtre. D'ailleurs, un agent technique le remplaçait une fois par mois et les élus avaient pris le relais cet été.

L'appel à candidature avait été lancé en novembre, 5 candidats se sont portés volontaires à ce jour. Les entretiens sont fixés au 22 décembre.

Madame FIORAZZO demande s'il y a des candidats domiciliés sur la commune.

Madame PICQ répond que non.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006(modifié) portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DECIDE

La création au tableau des effectifs de la commune d'un poste de d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;

ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de 5 heures 25^{èmes} à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

VOTE : Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

2014121702

OBJET : DELIBERATION FIXANT LA REMUNERATION DES AGENTS RECENSEURS

Madame PICQ rappelle que le recensement aura lieu du 15 janvier au 14 février 2015. Quatre agents recenseurs ont été recrutés, il s'agit de Mesdames Jocelyne MAZZILLI, Fabienne PRUNET, Céline RASPAIL et Michèle ROGNARD.

La dotation de l'Etat à percevoir est fixée à 4 327 €, ce qui ne couvrira pas tous les frais.

Monsieur COUSTAL demande à combien est estimée la différence.

Madame PICQ répond environ 300 €.

Madame FIORAZZO demande quand a eu lieu le dernier recensement.

Madame PICQ répond en 2010, il a lieu tous les 5 ans.

Elle indique par ailleurs que la population estimée en 2015 par l'INSEE est de 2 093 habitants (54 à part) contre 1 989 en 2014.

Monsieur MOULIN indique que cela est positif pour la DGF.

Madame PICQ espère que le résultat du recensement tendra vers ce nombre d'habitants car il définit les moyens de fonctionnement de la commune. Elle informe également du nouveau dispositif de recensement en ligne. Les agents recenseurs seront rémunérés à la feuille logement ou habitant même si ce dernier la complète sur internet.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 dite de « démocratie de proximité » et notamment ses articles 156 et suivants fixant les modalités et la procédure du nouveau recensement ;

Considérant qu'il appartient à la commune de fixer la rémunération des agents recenseurs qui vont effectuer les opérations de collecte ;

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 8 décembre 2014, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide :

- de fixer la rémunération des agents recenseurs comme suit :
 - 1,72 € par formulaire « bulletin individuel » rempli,
 - 1,13 € par formulaire « feuille logement » rempli,
 - Au taux horaire du SMIC en vigueur pour les heures de formation.
- ces tarifs ne comprennent pas les charges sociales qui restent à la charge de la commune ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget 2015 de la commune, au chapitre 012.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

2014121703

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ECOLE DE MUSIQUE

Madame PICQ rappelle que la commission « Finances, gestion du personnel » avait prévu de leur verser une subvention exceptionnelle en 2015. Elle informe que la présidente de l'association l'a sollicitée pour que le versement intervienne dès 2014 afin qu'ils puissent faire réparer leur photocopieur. Etant donné qu'il reste des crédits sur le budget 2014, elle propose de verser la somme rapidement.

Monsieur COUSTAL informe des difficultés financières inquiétantes de cette association. Il pense qu'il faudrait envisager de les aider plus au niveau communal car c'est une association de la commune mais aussi au niveau intercommunal.

Il demande combien on leur verse de subvention de fonctionnement habituellement.

Madame PICQ répond 1 000 €.

Monsieur MOULIN demande à quel prix ont leur a vendu le photocopieur.

Madame PICQ répond à 400 €

Madame PICQ donne lecture de la délibération.

Madame le Maire informe des difficultés financières de l'Ecole de Musique et de leur demande de subvention exceptionnelle en vue de réparer le photocopieur que la commune leur a vendu. La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 12 novembre et le 8 décembre 2014, propose au Conseil Municipal de leur verser une subvention exceptionnelle de 200 € sur le budget 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de verser à l'Ecole de Musique une subvention exceptionnelle de 200 € ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget 2014 de la commune, à l'article 6574 « Subventions aux associations ».

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

2014121704

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DE SAINT-MARTIN LACAUSSE

Madame le Maire informe de la demande de subvention de la Maison Familiale Rurale de Saint-Martin Lacausse pour permettre aux jeunes d'effectuer un stage en entreprise dans un pays européen en avril 2015.

Un jeune habitant la commune fréquente cet établissement.

La commission « Finances, Personnel », réunie le 8 décembre, propose d'allouer une aide de 50 €.

Le Conseil Municipal décide d'allouer une participation de 50 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

2014121705

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DE L'ENTRE-DEUX-MERS

Madame le Maire informe de la demande de subvention de la Maison Familiale Rurale de L'Entre-Deux-Mers pour permettre aux jeunes de mener à bien leurs projets pédagogiques.

Un jeune habitant la commune fréquente cet établissement.

La commission « Finances, Personnel », réunie le 8 décembre, propose d'allouer une aide de 50 €.

Le Conseil Municipal décide d'allouer une participation de 50 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

2014121706

OBJET : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CULTURE VOX

Madame PICQ expose le projet de programmation supplémentaire de spectacles au VOX en partenariat avec les associations « Culture Vox » et « Théâtre Epicé », validé par la commission « Culture, vie associative, fêtes et cérémonies » et les associations réunies le 8 décembre.

Le 17 janvier, concert de Raoul FICEL, le 28 février concert d'Aurore KIMBERLEY et en avril une pièce de théâtre thématique. Pour les concerts, la commune n'engage pas de frais, juste le prêt de la salle et la mise à disposition du technicien. Les associations gèrent la billetterie.

Il a été retenu une représentation de la pièce de théâtre « Mais enfin, calmez-vous » suivie d'un débat avec les auteurs sur le thème des relations avec les personnes en situation de handicap, proposée par le Théâtre sur Mesure pour un coût de 1 800 €HT, soit 1 899 € TTC.

Madame GABISON demande si les élus connaissent le Théâtre sur Mesure. Elle informe qu'il s'agit d'une excroissance du Théâtre des Salinières. C'est un groupement de pseudo-comédiens qui interviennent notamment pour les comités d'entreprises. Le spectacle proposé n'a rien à voir avec une pièce de théâtre. Elle invite les élus à aller voir sur internet. Pour ce tarif, on peut avoir de meilleures pièces dans des compagnies.

Madame PICQ informe qu'il était prévu de la programmer en semaine pour les entreprises, associations... Elle informe que la commission avait donné un accord de principe et que si on annule, c'est gênant par rapport à Monsieur RAIMBAUD.

Elle indique que l'on peut réfléchir à d'autres programmations pour l'avenir.

Le déficit est estimé à environ 1 000 €.

Monsieur MOULIN pense que 1 800 € c'est trop cher. De plus, si l'entrée est gratuite ou même si elle est payante il y aura peu de monde. Les finances de la commune ne permettent pas une telle dépense.

Madame PICQ indique que la commission a mis une option mais que la décision revient au conseil municipal.

Madame CHAMBOUNAUD pense que le prix est un frein mais que ce qui a été présenté à la commission est bien pour un public spécifique et qu'il faudra communiquer pour toucher la population intéressée par ce sujet. Il faudrait négocier.

Madame PICQ indique que la pièce dure une heure, suivie d'un débat de 30 à 40 minutes.

Madame CHAMBOUNAUD indique qu'il aurait été judicieux de la programmer pendant la semaine du handicap.

Monsieur DEBET rappelle que cette pièce est jouée à cette période de l'année.

Madame GABISON invite à nouveau les élus à regarder sur internet. C'est un théâtre d'entreprises. On peut programmer des débats avec des professionnels. Il avait été émis le souhait de faire autre chose que les Salinières.

Madame PICQ trouve dommage de ne pas avoir eu cette information avant.

Monsieur MACEIRA indique qu'il y a déjà deux spectacles de prévus qui ne coûtent rien à la collectivité. Il n'y a pas d'obligation particulière à retenir cette pièce. Quel est l'intérêt, si c'est juste de retenir une autre date ? Il y a des choses intéressantes tout public, comme les Scènes d'Été.

Madame CHAMBOUNAUD informe que c'est juste Monsieur RAIMBAUD qui a proposé des spectacles, il faut réfléchir.

Monsieur MOULIN n'a rien contre le Théâtre des Salinières, c'est le thème qui n'est pas adapté. Il y a aussi CLAP.

Monsieur MACEIRA propose que la commission travaille sur le projet de programmation 2015/2016 en partenariat avec l'association « Culture Vox » sans se précipiter.

Il demande quel est le montant de la subvention qui est versé à Culture Vox.

Madame PICQ répond 3 500 € pour 8 spectacles. Elle propose que chacun apporte des idées.

Elle propose de passer au vote pour savoir si on alloue une subvention exceptionnelle à Culture Vox.

VOTE :

Pour : 2 (Mmes Muriel PICQ, Valérie CHAMBOUNAUD)

Contre : 11 (Mmes Marie-Claude BELLUE, Michèle BILLIER, Martine GABISON, Géraldine VIRUMBRALES, MM Christian COUSTAL, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN)

Abstentions : 5 (Mmes Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Irène FIORAZZO, MM. Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET)

Le Conseil Municipal décide de ne pas allouer une subvention exceptionnelle de 1 900 €.

2014121707

OBJET : INSCRIPTION DE TRAVAUX EN REGIE

Madame PICQ explique que l'intérêt d'inscrire des travaux en régie est de récupérer le FCTVA.

Madame le Maire informe que les agents techniques ont fabriqué un chariot à la salle Courade pour ranger les tables, ont fabriqué et mis en place des plinthes dans l'école, ont posé le carrelage à l'église et sur la terrasse du Vox.

Les achats de matériaux et le temps passé par les agents communaux, ayant fait l'objet de dépenses de fonctionnement, peuvent être restitués en section d'investissement au titre de travaux en régie.

Madame le maire donne le détail des coûts :

-	Coût des matériaux :	1 114,18 € TTC
-	Charges salariales :	2 840,52 € TTC
	TOTAL :	3 954,70 € TTC

Le Conseil Municipal accepte la proposition du Maire et l'autorise à effectuer les opérations comptables correspondantes.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

2014121708

OBJET : DELIBERATION MODIFICATIVE N° 6 DU BUDGET PRINCIPAL

Madame le Maire propose d'inscrire les crédits nécessaires pour les travaux en régie et d'inscrire l'acquisition du lave-vaisselle à l'opération concernée.

Dépenses d'investissement :

Chapitre 040

-	2152 « Installations de voirie », opération 21	+ 963 €
-	2152 « Installations de voirie », opération 10003	+ 1 250 €
-	2152 « Installations de voirie », opération 10002	+ 876 €
-	2152 « Installations de voirie », opération 13	+ 869 €
		3 958 €
-	2188 « Immobilisations corporelles », opération 10005	+ 3 480 €
-	2188 « Immobilisations corporelles »	- 3 480 €
		0 €

Recettes d'investissement :

-	021 Virement de la section de fonctionnement	+ 3 958 €
---	--	-----------

Dépenses de fonctionnement :

-	023 Virement à la section d'investissement	+ 3 958 €
---	--	-----------

Recettes de fonctionnement :

-	722 « Immobilisations corporelles »	+ 3 958 €
---	-------------------------------------	-----------

Le Conseil Municipal accepte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur COUSTAL rappelle, comme il l'avait déjà dit lors d'un précédent conseil, qu'il faut être très vigilant en matière de comptabilité publique et affecter très précisément chaque opération dans « la bonne case » en différenciant bien le fonctionnement et l'investissement et veiller à toujours demander les subventions avant d'entreprendre des travaux. Pour lui, il manque un budget supplémentaire qu'il avait réclamé en début de mandat car il n'est pas normal de prendre sur un compte pour mettre sur un autre. Il signale également, qu'en matière de gestion, il n'y avait aucun problème avec Monsieur PERALDI. Madame PICQ répond qu'au cours d'un mandat, il y a toujours des imprévus qu'il faut gérer comme ici le changement du lave-vaisselle.

OBJET : DISSOLUTION DU SIBV LIVEENNE : ADOPTION DES CONDITIONS DE LIQUIDATION DU SYNDICAT

Madame PICQ informe de la réunion à BRAUD pour déléguer la gestion de la Liveenne à la CCE. Elle rappelle que le conseil municipal s'est opposé à la dissolution du SIBV Liveenne dans sa séance du 8 octobre. Elle indique qu'elle a été contactée par différents maires qui l'ont sollicitée pour qu'elle représente cette délibération au conseil municipal, car le fait de renoncer à la dissolution va obliger le préfet à nommer un liquidateur qui devra être rémunéré par les communes. D'où une charge supplémentaire à supporter par l'ensemble des collectivités. Elle demande l'avis aux conseillers municipaux.

Monsieur MOULIN rappelle que le conseil municipal avait voté contre la dissolution car la clé de répartition avait changé.

Madame BELLUE rappelle que seules les communes de Saint-Savin et Saint-Christoly de Blaye avaient voté contre lors du Conseil Syndical.

Madame PICQ précise que la commune de Générac n'a pas voté ; ce qui revient au même.

Elle s'est renseignée auprès des services de l'AMG et donne lecture de leur réponse qui confirme la possibilité de dissolution malgré notre vote contre puis la nomination du liquidateur qui pourrait revoir la répartition.

Madame BELLUE informe que suite à la rencontre avec le technicien rivière, il s'avère que la commune était facturée sur 1 500 mètres linéaires alors qu'il n'y a que 1 175 mètres linéaires. Les communes de Saint Christoly et Saint Savin paient pour la même portion de rivière chacune ayant une berge...

On a suffisamment d'arguments pour expliquer au liquidateur la position de la commune.

Madame PICQ demande de procéder au vote.

A l'unanimité des présents et représentés, les conseillers municipaux restent sur leur position du 8 octobre.

2014121709

OBJET : CONTRAT DE TELEPHONIE

Madame BAUDE explique qu'elle a contacté 4 opérateurs téléphoniques afin de revoir à la baisse les charges de téléphonie. Aujourd'hui, nous avons plusieurs opérateurs pour un coût de 408,60€. Elle indique que CORIOLIS, un courtier en téléphonie, propose les mêmes services avec un mobile supplémentaire pour un coût mensuel de 272,01 €. La commune d'ETAULIERS travaille avec eux depuis 1 an ½ et n'a pas de souci.

Monsieur COUSTAL signale que depuis la réunion de la commission il s'est renseigné et a lu des remarques sur les clauses qui ne seraient pas forcément respectées, des restrictions d'usage ... faites par Que Choisir, article de 2012. Il s'abstiendra. Il serait plus favorable à regrouper tout chez un même opérateur dans un 1^{er} temps.

Madame BELLUE est elle aussi septique sur ce choix.

Madame BAUDE propose d'essayer avec eux car rien n'empêche de tout stopper si cela ne fonctionne pas.

Madame GABISON demande sur quels délais on s'engage.

Madame BAUDE répond sur un ou deux ans selon l'abonnement des fixes ou des mobiles.

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération.

Madame le Maire informe de la réunion de la commission « Finances, gestion du personnel » réunie le 8 décembre dans laquelle ont été étudiée les différentes offres de 4 prestataires en téléphonie (Orange, SFR, Bouygues et Coriolis).

La commission propose de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir celle de CORIOLIS.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires pour signer le contrat de téléphonie avec CORIOLIS et pour résilier les contrats actuels.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstentions : 3 (Mmes Marie-Claude BELLUE, Martine GABISON, M. Christian COUSTAL).

2014121710

OBJET : CENTRE DE SOINS : CHOIX DU NOM DU BÂTIMENT

Madame le Maire informe de la demande de Monsieur VERDIER, architecte de l'agence METAPHORE, qui souhaiterait connaître le nom définitif du bâtiment qui accueillera les professionnels de santé.

Madame le Maire informe que la commission « Centre de Soins » et les professionnels de santé réunis le 16 décembre propose le nom suivant : Centre de Soins de St-Christoly.

Madame FIORAZZO trouve que le nom n'est pas très original et elle rappelle que l'ancien conseil municipal avait déjà délibéré pour « Village de Santé ». Elle demande si tous les 6 ans, à chaque renouvellement de conseil, on va changer le nom des rues et revenir sur les décisions prises antérieurement. Elle votera contre.

Madame BAUDE répond que les professionnels de santé préfèrent « soins » à « santé », car cela englobe tout. Cela a été évoqué avec eux lors de la réunion du 16 décembre.

Madame CHAMBOUNAUD demande si une délibération avait été prise par le précédent conseil municipal pour décider du nom attribué à ce bâtiment.

Madame PICQ répond que oui.

Madame CHAMBOUNAUD rétorque alors que, déontologiquement parlant, elle rejoint Madame FIORAZZO. Elle s'abstiendra.

Madame PICQ demande si des élus souhaitent faire une autre proposition de nom.

Madame BELLUE demande s'il y a urgence.

Madame PICQ répond que l'architecte en a besoin afin de commander le nombre de lettres nécessaire.

Le Conseil Municipal décide de nommer le bâtiment destiné à l'accueil des professionnels de santé : Centre de Soins de St-Christoly.

VOTE : Pour : 13 Contre : 1 (Mme Irène FIORAZZO)
Abstentions : 4 (Mmes Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Martine GABISON, M. Jean-Marie MACEIRA)

2014121711

OBJET : BILAN DU DOCUMENT URBANISME

Madame le Maire informe que la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement » réunie le 14 novembre et la commission « Finances, gestion du personnel » réunie le 8 décembre proposent de solliciter l'AMG pour nous former et nous accompagner à effectuer le bilan du document urbanisme de la commune en vue d'élaborer soit la révision de la carte communale, soit d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le coût de la prestation s'élève à 450 €.

Monsieur MACEIRA pensait que la commune ne devait s'acquitter que des frais de déplacement.

Madame PICQ répond qu'il s'agit d'un forfait qui correspond aux frais de déplacement. Il faut étudier le document et on ne peut pas le faire sans aide.

Madame GABISON approuve et pense qu'effectivement il faut être bien accompagné pour mettre en place un PLU.

Monsieur MACEIRA dit qu'il n'y a pas d'obligation à passer en PLU maintenant. De plus, cela va être repris par la CDC.

Madame PICQ répond que l'étude nous dira s'il convient de faire un PLU ou de réviser la carte communale. Cette étude sera intégrée dans ce qui sera fait ensuite par la CDC.

Madame CHAMBOUNAUD demande que la date des réunions soit communiquée suffisamment à l'avance afin que les élus qui travaillent puissent s'organiser pour y participer.

Le Conseil Municipal :

- approuve la démarche ;
- autorise le Maire à signer le devis correspondant.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2015.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

2014121712

OBJET : ASSAINISSEMENT COLLECTIF : LANCEMENT DE LA CONSULTATION POUR L'ETUDE DE SOL DE LA STATION D'EPURATION

Madame le Maire informe de la réunion de la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement » réunie le 11 décembre en présence de la SAUR, du SATESE et de la SARL CHAMADE afin d'envisager des solutions pour résoudre les problèmes de qualité de rejet dans le Coffin.

Madame PICQ donne lecture du courrier de la Police de l'Eau qui est en attente des solutions envisagées par la commune pour améliorer le rejet dans le Coffin en période d'étiage.

Le traitement chloroferique n'est pas retenu car pas suffisamment efficace, l'infiltration sur le terrain attendant à la station serait plus efficace. Il faut faire dans un premier temps une étude de sol qui déterminera si le sol est perméable. Le coût est estimé entre 2 000 et 3 000 €.

Monsieur DEBET pense qu'on peut faire des trous, les remplir et voir si l'eau s'évacue ou pas, sans passer par un cabinet.

Madame BELLUE demande si la Police de l'Eau acceptera que l'étude de sol soit faite par nos propres moyens. Elle indique par ailleurs que le débit dépend des années.

Madame PICQ rappelle que la Police de l'Eau nous donne deux mois pour apporter des solutions qui doivent s'appuyer sur des études fiables, au-delà ils imposeront.

Madame BELLUE demande s'il y a des subventions.

Madame PICQ répond que les subventions sont allouées à l'installation initiale des stations.

La SAUR doit réaliser des devis pour une sonde pour diluer les boues, automatisation...

Monsieur MOULIN pense que les services techniques peuvent faire un relevé chaque semaine pour voir le débit.

Monsieur COUSTAL appelle à la vigilance vis-à-vis de la Police de l'Eau.

Madame le Maire propose que soit lancée une étude de sol.

Le Conseil Municipal décide de lancer une étude de sol et autorise le Maire à retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe « Assainissement collectif » 2015.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

2014121713

OBJET : CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE VOX AVEC LES ASSOCIATIONS « CULTURE VOX », « THEATRE EPICE » ET « ENSEMBLE VOCAL CHRISTOLIEN »

Madame le Maire rappelle la délibération du 5 novembre 2014 modifiant les conditions de location de la salle VOX à compter du 1^{er} janvier 2015.

Elle rappelle que trois associations communales l'utilisent régulièrement, il s'agit de « Culture Vox », « Théâtre Epicé » et « L'Ensemble Vocal Christolien ».

Sur proposition de la commission « Culture, vie associative, fêtes et cérémonies », Madame le Maire soumet d'amender les conventions existantes avec « Culture Vox » et « Théâtre Epicé » et d'élaborer une nouvelle convention avec « L'Ensemble Vocal Christolien ».

Madame PICQ rappelle que deux conventions existent déjà, l'une avec « Culture VOX » qui a en charge la location du foyer du VOX et une autre avec « Théâtre Epicé ». Elle rappelle qu'à compter du 1^{er} janvier 2015 la commune prendra en charge les locations.

Elle souhaite que des conventions soient prises, et à terme avec toutes les associations qui utilisent des locaux communaux, afin de régler les soucis d'assurance.

Madame PICQ indique que les conventions existantes doivent être retravaillées.

Le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer les conventions correspondantes qui seront annexées à la présente.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

2014121714

OBJET : CREATION D'UNE COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE

Madame le Maire propose de créer une commission extra-municipale qui sera en charge de la programmation supplémentaire du VOX.

Elle indique que les associations « Culture Vox », « Théâtre Epicé » et « L'Ecole de Musique » sont intéressées pour intégrer cette commission.

Madame GABISON rappelle qu'un groupe de travail a déjà été créé. Elle rappelle la capacité de Chamanima.

Madame BAUDE indique que là, il s'agit d'intégrer des personnes extérieures au conseil municipal et que par conséquent il faut délibérer.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres ;
- Désigne membres de la commission extra-municipale :

Mmes Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Martine GABISON, Géraldine VIRUMBRALES, Sandrine PHILIPS

MM. Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Patrice RAIMBAUD, Emmanuel THIERRY.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

QUESTIONS DIVERSES

1°) Service mutualisé pour l'instruction des autorisations des droits des sols

Madame PICQ informe qu'elle a été saisie d'une demande du Pays de la Haute Gironde et du SDEEG pour l'instruction des autorisations des droits des sols.

Le Pays doit créer un service mutualisé, trouver les locaux, le matériel, recruter. Le coût sera divisé par le nombre de communes adhérentes.

Le SDEEG a déjà les locaux. Le tarif sera proportionnel au nombre de dossiers instruits pour la collectivité. Elle informe qu'en 2013, la mairie a reçu :

- 25 demandes de permis de construire en 2013 contre 15 en 2014 ;
- 31 déclarations préalables en 2013 contre 17 en 2014 ;
- 70 certificats d'urbanisme en 2013 contre 82 en 2014.

Monsieur COUSTAL demande si l'on peut d'ores et déjà prendre une délibération de principe pour se positionner avec le SDEEG afin qu'il puisse poursuivre sa démarche même si pour notre commune cela ne se fera qu'en 2017.

Madame PICQ répond que l'on donne juste notre intention pour le moment. Le Sdeeg poursuivra sa démarche si au minimum 20% des communes de Gironde répondent favorablement à sa proposition.

Monsieur MOULIN indique que si c'est le SDEEG qui est retenu, la création d'emplois se fera sur Bordeaux et non sur le territoire.

Le conseil municipal donne un avis favorable au SDEEG.

2°) Dossier de mise en conformité incendie de l'ancienne salle de la protection civile.

Le dossier a été déposé par Monsieur GARCES. Le dossier de mise en conformité a été recalé. Il est demandé une porte de 140 cm de large et non de 120. Or, il s'avère que la porte fait 160. Il faut donc vérifier les mesures et demande l'accord du conseil pour le changement de porte si nécessaire.

Madame PICQ indique aussi qu'il faut faire des travaux d'isolation des plafonds, mettre des portes coupe feux et une alarme incendie, sinon la salle ne sera pas utilisable. Le conseil donne un avis favorable.

3°) Madame PICQ informe de son RDV avec la société immobilière NOVALYS qui propose d'acheter le bâtiment à Monsieur RAGAIGNE pour le raser et faire 38 logements sociaux. Les conditions d'attribution seraient 50 % le promoteur, 20 % la commune et 30 % le Préfet. La commune est invitée pour l'attribution des logements.

Les réseaux sont suffisants, sauf peut-être ERDF qui devra faire une extension, mais pas aux frais de la commune.

Madame PICQ souhaite avoir l'avis du conseil municipal sur la continuité du projet ou pas.

Monsieur CADUSSEAU souhaite savoir si cela n'engendrera pas des demandes d'aménagements de la voirie (parkings...).

Madame PICQ répond que non, mais que des demandes sont en cours pour évaluer la capacité des réseaux d'eau et d'électricité afin de connaître les frais éventuels à engager.

Monsieur DEBET précise que les parkings sont prévus sur les terrains.

Monsieur MOULIN pense que c'est un projet intéressant pour la commune. Il demande si le terrain avait été donné à LOGEVIE.

Madame FIORAZZO répond que le terrain leur avait été vendu.

Madame BAUDE demande que l'on se renseigne sur la qualité du promoteur.

Madame PICQ répond qu'il y a le même projet sur CIVRAC actuellement, bailleur de GIRONDE HABITAT.

Madame BILLIER indique que le projet sur CIVRAC est porté par la commune et non par un privé.

Madame CHAMBOUNAUD indique que la population de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE a très peu évolué depuis 3 ans.

Le conseil municipal souhaite poursuivre.

4°) Madame PICQ informe de la demande du garde champêtre de trouver un endroit où recueillir les animaux en divagation.

Monsieur COUSTAL indique qu'il y a TRANSAMIS.

Madame PICQ répond qu'ils ne récupèrent que les chats et chiens. Actuellement, il y a un bouc qui a été récupéré. Elle demande aux conseillers de faire des propositions.

5°) Madame PICQ informe que la commission de sécurité pour la salle VOX est fixée au 23 janvier.

6°) Madame PICQ informe que le conseil municipal enfants n'aura pas lieu le 19 décembre comme programmé. En effet, les convocations n'ont pas été transmises. Il va être reprogrammé.

7°) La réunion pour les orientations budgétaires aura lieu le 22 décembre. Tous les élus sont conviés à y participer.

Madame PICQ s'excuse de ne pas avoir indiqué sur la convocation des élus pour la réunion avec les professionnels de santé qu'il s'agissait d'une réunion d'information.

8°) L'agenda, l'invitation pour les vœux et le journal seront à distribuer avant la fin de l'année.

Madame PICQ indique que l'impression sera réalisée par PRINT O'CLOCK.

Monsieur COUSTAL demande pourquoi ce choix.

Madame BAUDE explique que le coût de la copie + l'achat du papier revient à 1 137 €, sans prendre en compte le temps passé par le personnel administratif, là pour 1 000 exemplaires agrafés cela va coûter 800 €.

9°) Madame PICQ informe qu'un calendrier prévisionnel des réunions sera réalisé afin d'améliorer la diffusion des commissions.

10°) Madame CHAMBOUNAUD informe que la commune n'a pas été retenue par la CDC pour accueillir la journée de la Petite Enfance.

11°) Monsieur COUSTAL demande pourquoi il n'y a pas de délibération sur le choix du cabinet VERITAS pour le contrôle des bâtiments, dossier étudié par la commission « Finances, Gestion du personnel ».

Madame PICQ informe que compte tenu du coût il n'y a pas d'obligation de valider par délibération. Elle précise que le conseil municipal lui a voté un certain nombre de délégations lui permettant de signer sans prendre de délibération. Elle doit juste en informer le conseil municipal comme elle le fait déjà en début de conseil.

Fin de la séance à 23h00

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,
Murielle PICQ.